



DELIBERATION
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Communauté de Communes du Des Pays Du Sel Et Du
Vermois

SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2025

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
44	35	35 + 8 pouvoirs

Date de convocation 19 septembre 2025
--

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq septembre à dix-huit heures, le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil communautaire, qui a eu lieu au Siège de la CCPSV - Salle du conseil communautaire, sous la présidence de **David FISCHER**, Président.

Présents : **FORGET Christian, COLIN Colette, VOGIN Noelle, DIDIER Chantal, BELLEVILLE Philippe, BOTRAN Nathalie, CESARI-VEBER Annick, CHEVASSU DENIS Karine, D'ANDREA Elodie, DI SCIULLO Nicolas, FISCHER David, GEHIN Jean-Louis, GUERBER Sylvie, JAMBOIS Thierry, TENARD Carole, VINCENT Christian, LEHEUX Bernard, MONANGE Martin, BERNARD Alexandre, PASCAL Rachel, JONQUET Philippe, STEUNOU Max, BINSINGER Luc, BIZE Lorane, BORDEAUX Isabelle, CORNU Patrice, DENIS Hélène, ENGEL SCHENATO Francine, VILLAUME Vincent, LEJEUNE Stéphane, PERRIN Patrick, ERARD Jean-Patrick, PFRIMMER Véronique, VARIN Christopher, GUILLAUME Jean-François.**

Absents : **MAZUR Olivier.**

Représentés : **CARRE Nathalie pouvoir donné à STEUNOU Max, JACQUOT Yvette pouvoir donné à JONQUET Philippe, SCHMITT André pouvoir donné à LEHEUX Bernard, ALBRECHT Michèle pouvoir donné à BORDEAUX Isabelle, HERTZ Emmanuel pouvoir donné à DENIS Hélène, ZEKPA Raymond pouvoir donné à ENGEL SCHENATO Francine, BRANCHU Agnès pouvoir donné à VARIN Christopher, PLAID Sébastien pouvoir donné à DI SCIULLO Nicolas, PICARD Florence titulaire de VOGIN Noelle, OSTER Patrick titulaire de MONANGE Martin, STEMETZ Jean-François titulaire de BERNARD Alexandre, VALETTE Yvon titulaire de PERRIN Patrick.**

Madame BIZE Lorane a été nommée secrétaire de séance.

Objet : 88 /2025 - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - institution d'une part incitative en 2026

Rapporteur : Christopher VARIN

N° de délibération : 88_2025

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
35	8	43	0	0	0

Exposé des motifs et délibération :

Vu l'article 1522 bis du code général des impôts (CGI), prévoyant que les communes et leurs EPCI peuvent instituer une part incitative de la TEOM,
Vu l'article 1636 B undecies du code général des impôts,
Vu l'article 1639 A bis du code général des impôts, précisant que la délibération relative à l'instauration d'une part incitative à la TEOM doit être prise avant le 15 octobre de l'année N pour être applicable à compter de N+1 ;
Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 dite loi AGECE « anti-gaspillage pour une économie circulaire » ;
Vu le décret n°2012-1407 du 17 décembre 2012,
Vu la délibération n°19/2002 en date du 5 juin 2002 portant sur l'instauration de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères sur le territoire Sel et Vermois,

Accusé de réception en préfecture
45400189-20250925-88-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

Vu la délibération n° 110/2021 du Conseil communautaire de 9 décembre 2021 fixant les leviers retenus pour le déploiement de la stratégie d'optimisation de la gestion des déchets ménagers ;

Vu les statuts de la communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois ;

Les dispositions de l'article 1522 bis du code général des impôts permettent au conseil communautaire d'instituer une part incitative de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), assise sur la quantité et éventuellement la nature des déchets produits, qui s'ajoute à la part fixe de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères déterminée selon les modalités habituelles.

Toutefois, la première année d'application de la part incitative, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut excéder de plus de 10 % le produit de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux émis au titre de l'année précédente.

Le conseil Communautaire qui institue cette part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères doit également en fixer, chaque année, les tarifs de la part incitative, de manière que le produit de la part incitative soit compris entre 10 % et 45 % du produit total de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. La fixation de ces tarifs doit intervenir avant le 15 avril de l'année d'imposition (ou le 30 avril en cas de renouvellement des conseils municipaux).

La Tarification Incitative (TI) du service public de gestion des déchets ménagers est un levier pour la prévention de la production des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA). Elle permet de corrélér, au moins en partie, la production de déchets à son financement. Elle vise par ailleurs, à travers la responsabilité des usagers, à impulser une modification des comportements dans un but de réduction de la production d'ordures ménagères.

L'impact attendu de la mise en place d'une TI porte sur plusieurs volets :

- La réduction globale des déchets ménagers et assimilés produits par habitant,
- L'amélioration du taux de valorisation des déchets,
- L'optimisation du service de collecte (adaptation des fréquences, amélioration du taux de remplissage des bacs, diminution des présentations de bacs à la collecte...),
- La maîtrise du coût moyen par habitant du service public de gestion des déchets (SPGD).

Cette démarche est impulsée par différentes lois (lois dites Grenelles 1 et 2, loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, loi contre le gaspillage et l'économie circulaire dite AGECE).

Depuis 2023, la communauté de communes porte une politique de réduction et de valorisation des déchets, qui ont permis progressivement d'augmenter la part des déchets valorisés mais pas de réduire la quantité de déchets produits par habitant. Le renforcement des obligations réglementaires ainsi que les augmentations de la TGAP (taxe sur les activités polluantes) ont entraîné l'augmentation croissante des coûts de gestion.

Le conseil communautaire, lors de la séance du 9 décembre 2021, s'est ainsi prononcé en faveur du déploiement d'une stratégie d'optimisation de la gestion des déchets ménagers comprenant notamment l'instauration d'une part incitative à la TEOM. La présente délibération vient donc formaliser cette volonté.

Le taux de la TEOM ainsi que les tarifs de la part incitative seront fixés par délibération avant le 30 avril 2026.

Vu l'avis de la commission Environnement et transition énergétique en date du 12 juin 2025

Vu l'avis du bureau en date du 18 septembre 2025.

Décision du Conseil communautaire :

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-88-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

- **DECIDE** d'instituer une part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à compter du 1er janvier 2026;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à signer tout acte ou document se rapportant à la présente délibération ;
- **CHARGE** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et à toute personne concernée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits
Les membres présents ont signé au registre
Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Monsieur David FISCHER
président



Le secrétaire de séance

Secrétaire de séance

Lorane Bize'
[Signature]

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
David FISCHER, Président